|  |
| --- |
| Jacques T. GODBOUT  sociologue, professeur émérite, INRS  (1980)  “La transformation du pouvoir au Québec: quelques réflexions en guise de synthèse.”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec.

[Page web](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html). Courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca)

à partir du texte de :

Jacques T. GODBOUT

**“La transformation du pouvoir au Québec : quelques réflexions en guise de synthèse.”**

In **La transformation du pouvoir au Québec.** Actes du Colloque de l’ACSALF 1979, pp. 337-344. Sous la direction de Nadia Assimopoulos, Jacques T. Godbout, Pierre Hamel et Gilles Houle. Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980, 378 pp.

La présidente de l’ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales et M. Lemieux nous a autorisé le 13 août 2004 la diffusion de toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriel :

La présidente de l’ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d’Ottawa : [marguerite.souliere@uOttawa.ca](mailto:marguerite.souliere@uOttawa.ca)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

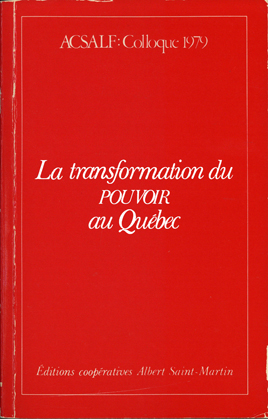
Édition numérique réalisée le 12 avril 1919 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Jacques T. GODBOUT

sociologue, professeur émérite, INRS

**“La transformation du pouvoir au Québec :  
quelques réflexions en guise de synthèse.”**



In **La transformation du pouvoir au Québec.** Actes du Colloque de l’ACSALF 1979, pp. 337-344. Sous la direction de Nadia Assimopoulos, Jacques T. Godbout, Pierre Hamel et Gilles Houle. Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980, 378 pp.



La présidente de l’ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriel :

La présidente de l’ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d’Ottawa : [marguerite.souliere@uOttawa.ca](mailto:marguerite.souliere@uOttawa.ca)

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[337]

**La transformation du pouvoir au Québec.**

Actes du Colloque de l’ACSALF 1979.

**BILAN PROVISOIRE**

24

“La transformation du pouvoir  
au Québec : quelques réflexions  
en guise de synthèse.”

Par Jacques T. GODBOUT

Institut national de la recherche  
scientifique-Urbanisation  
Université du Québec

On ferait face au Québec à une entreprise systématique (mais non voulue) d'encadrement, de contrôle, de bureaucratisation des différentes sphères de la société, par des appareils technobureaucratiques auxquels il est difficile d'échapper : telle est la première impression qui se dégage des exposés des sociologues qui, au cours de ce colloque, ont présenté l'analyse détaillée des diverses transformations qu'a connues la société québécoise depuis quinze ans. Que ce soit dans la dernière « colonie » de l'arrière-pays, que les nouveaux dirigeants décident de fermer [[1]](#footnote-1) après en avoir établi « scientifiquement » la non-rentabilité, ou dans le mouvement Desjardins, qui invite les citoyens à assister aux nombreux spectacles présentés à la place du même nom [[2]](#footnote-2), en lieu et place de leur participation aux décisions dans les caisses locales, décisions maintenant prises par les bureaucrates que désigne le palier régional, partout, l'initiative a échappé au citoyen, partout il est pris en charge, partout le contrôle communautaire et local a été remplacé par des organisations issues du centre (le centre, c'est ce qui est loin de tout), sorties « de la côte de l'État », suivant l'expression de Jean-Jacques Simard [[3]](#footnote-3).

Tout cela pour le plus grand bien des citoyens, qui sont d'ailleurs conviés à participer à cette vaste entreprise, comme on le verra plus loin. À ce quadrillage de l'espace social québécois par les « équipements du pouvoir [[4]](#footnote-4) » échappent peut-être le mouvement des femmes, les entreprises locales autogérées ou les coopératives, surtout en milieu rural, et la contre-culture. Mais à cet égard, l'unanimité n'existe pas chez les intervenants, et certains, comme [338] Jules Duchastel, n'ont pas hésité à affirmer que la contre-culture, par exemple, n'avait pour résultat final que de consolider la mainmise des appareils, le pouvoir de ceux qui s'occupent des choses sérieuses... Nous reviendrons plus loin sur ces points de rupture possible, sur ces espaces encore gérés par leurs habitants. Voyons d'abord rapidement, mais en introduisant certaines nuances, comment se manifeste la tendance générale.

C'est dans le secteur public que l'unanimité des chercheurs est le plus explicite : quel que soit le domaine considéré, affaires sociales, santé, institutions scolaires, municipales, régionales, tous concluent que les structures créées par l'État québécois depuis quinze ans sont inaccessibles (voire allergiques...) aux citoyens ; tous affirment qu'elles sont le lieu de luttes intestines entre professionnels et bureaucrates pour le contrôle d'organismes dont le public est exclu. C'est prononcer, indirectement, le constat de l'échec global des politiques de participation qui accompagnaient la mise sur pied de la plupart des institutions. Nos propres analyses de ces organismes conduisent, à certaines nuances près, à des résultats similaires [[5]](#footnote-5).

Un jugement analogue est porté sur le secteur de la coopération. Gary Caldwell montre que les caisses populaires locales voient diminuer leur autonomie au profit du palier régional et de ses bureaucrates, qui sacrifient le contrôle communautaire aux impératifs de la croissance. Dans le domaine des pratiques sportives, Roger Boileau constate que les Québécois ont accru leur participation aux différentes associations sportives, mais que ce mouvement s'est accompagné d'une multiplication des organismes bureaucratiques chapeautant les organismes locaux. On voit ici apparaître explicitement un second phénomène concomitant au développement des appareils bureaucratiques : l'accroissement de la puissance (plutôt que du pouvoir au sens strict), de la capacité d'intervention des Québécois francophones sur leur environnement par rapport aux anglophones. Dans le secteur syndical, Mona-Josée Gagnon établit aussi un lien explicite entre l'accroissement de la capacité d'intervention de l'organisation sur son environnement et la diminution du pouvoir des membres au sein de l'organisation : si le pouvoir du mouvement syndical s'est accru dans la société, c'est parfois au détriment du contrôle exercé par les membres du syndicat. Ainsi, tout se passe comme si, dans chaque secteur, les Québécois et leurs organisations avaient accru leur capacité d'intervention et d'influence sur leur environnement, mais cela au profit d'un appareil bureaucratique de plus en plus imposant et au détriment du contrôle communautaire, de l'enracinement local.

Ces analyses suscitent une première question : le pouvoir des citoyens était-il si important avant l'apparition de ces appareils ? On [339] peut en douter puisque, comme nous le rappelle Raymond Laliberté, seul le citoyen organisé a du pouvoir. Il n'en demeure pas moins que, dans la société organisée sur la base du patronage politique, le pouvoir politique était enraciné localement. La prise en main par une bureaucratie gouvernementale de plusieurs des fonctions assurées antérieurement par les organisations politiques introduit une différence importante *d'accès* au pouvoir pour les citoyens, de contrôle des appareils par leur clientèle. Certes, l'idéologie de la participation qui accompagnait la mise en place de ces appareils affirmait que les structures remplaceraient avantageusement les mécanismes traditionnels et compenseraient cette absence d'enracinement local. Mais les analyses des structures de participation ont permis de constater que dans la plupart des cas, non seulement elles n'ont pas rempli leur rôle prévu de relais entre le citoyen et les appareils, mais elles ont le plus souvent servi à renforcer le pouvoir réel des professionnels dans l'organisation, au détriment des instances élues détenant le pouvoir formel [[6]](#footnote-6). De plus, les citoyens n'ont que faiblement répondu à l'invitation qui leur était faite de venir jouer les figurants sur une scène où on leur avait préalablement enlevé tous les rôles importants.

Comment interpréter ce double mouvement d'accroissement de la puissance des organisations au profit d'appareils techno-bureaucratico-professionnels et de diminution du pouvoir et du rôle de la communauté locale, qui semble ressortir de l'analyse des différents secteurs ? Pour répondre à cette question, il convient d'élargir la perspective, de recourir aux analyses globales du pouvoir dans la société québécoise et de situer cette dernière dans son environnement nord-américain ; certains participants l'ont fait. Car même si les appareils d'État et autres bureaucraties sont fort puissants dans chaque secteur, on ne doit jamais oublier que la règle de la multiplication par zéro s'applique au phénomène du pouvoir : beaucoup de pouvoir sur rien ne produit jamais un grand pouvoir. Les idéologies traditionnelles qui justifient le repli historique de la société québécoise tentaient, de plus en plus vainement, de faire oublier cette règle arithmétique. Et c'est un apport non négligeable des analyses marxistes de la dernière décennie d'avoir insisté sur l'importance du contrôle économique et sur la précarité de la situation québécoise dans ce domaine. Ces analyses ont signalé et mieux fait connaître la nature et l'importance de la domination économique étrangère sur le pouvoir politique québécois, ont permis d'analyser les liens entre le pouvoir économique et le pouvoir politique. Cela permet de replacer le phénomène de l'émergence des appareils bureaucratiques dans un contexte plus large, de mettre en évidence leur fonction de soutien du pouvoir politique québécois [340] dans son effort pour diminuer la dépendance économique. Loin donc de remplacer le pouvoir politique, l'apport de « techniciens » a pu avoir pour résultat de l'augmenter, si l'on ne le considère plus seulement de façon interne, mais par rapport au milieu dans lequel se situe la société québécoise [[7]](#footnote-7). On a là une première interprétation de l'apparition des appareils et de la centralisation du pouvoir constaté plus haut.

Cependant, comme le rappelle Louis Maheu, l'analyse marxiste n'a pas toujours échappé au piège de l'idéologie traditionnelle, notamment lorsqu'elle applique la thèse du capitalisme monopoliste d'État à un État qui ne contrôle pas l'économie de la société. L'application d'un tel modèle à la société québécoise ne peut-elle pas être interprétée comme une adaptation moderne de l'idéologie traditionnelle qui conduit à centrer l'analyse sur la distribution du pouvoir interne à la société, sans établir la relation avec les contrôles de la société sur son environnement [[8]](#footnote-8) ?

Utilisant le modèle des sociétés dépendantes, Maheu constate d'abord que l'économie québécoise est contrôlée par des classes dominantes étrangères. Le Québec ne gère pas son économie. Il n'y a pas de bourgeoisie monopoliste autochtone. Sur cette toile de fond, Maheu reconnaît toutefois que des changements importants se sont produits depuis quinze ans : une nouvelle fraction de la classe moyenne s'est constituée, qui réussit à contrôler une partie de la croissance, et cela en transformant profondément l'État québécois et les secteurs traditionnels contrôlés par la bourgeoisie québécoise (comme le mouvement coopératif). À l'image traditionnelle d'un État gérant une société rurale qui se rapetisse chaque jour un peu plus comme une peau de chagrin, absorbée par une société urbaine que persistent à ignorer les gouvernants, succède celle d'un État suffisamment fort pour négocier le partage du contrôle du développement économique et de l'urbanisation avec les bourgeoisies étrangères. Au lieu de projeter le Québec dans une société post-industrielle qui aurait fait l'économie du stade industriel [[9]](#footnote-9), on attribue maintenant les changements à un effort de la bourgeoisie pour participer au contrôle de l'économie québécoise. Même si c'est souvent dans des perspectives différentes, Maheu, Laliberté (« la bourgeoisie mise à jour »), Fortin et Simard se rejoignent pour situer l'origine des principaux changements de pouvoir au sein de la bourgeoisie. C'est de cette façon que s'expliquent la constitution d'un appareil bureaucratique et la perte de pouvoir des citoyens constatées dans les analyses sectorielles rapportées plus haut.

Si la pertinence de cette analyse ne peut être mise en doute, il faut cependant se demander si l'on ne considère pas comme explication ce qui, précisément, serait à expliquer, c'est-à-dire l'apparition et le [341]

développement d'une bourgeoisie « modernisatrice » (Maheu), différente de la bourgeoisie « traditionnelle » et opposée à elle. Étrangement, ne retrouve-t-on pas ici un vocabulaire couramment utilisé au début des années soixante par les sociologues [[10]](#footnote-10) : société traditionnelle et société moderne... ? Si la théorie des sociétés dépendantes est certes très utile pour comprendre la société québécoise, n'y a-t-il pas un certain danger à l'appliquer sans égard aux spécificités de cette société par rapport à l'ensemble des sociétés dépendantes, et notamment aux sociétés latino-américaines où ce modèle a été élaboré ? L'absence de grande bourgeoisie et la non-souveraineté politique sont notamment deux traits « originaux » de la société québécoise, qui découlent de l'absence, tant au Québec qu'au Canada anglais, de révolutions bourgeoises de libération nationale. On oublie trop que le Canada est le seul pays des Amériques dont la bourgeoisie n'a pas réalisé l'indépendance politique contre la métropole [[11]](#footnote-11). Or ces traits rendent d'autant plus nécessaire l'élaboration d'une explication sur la genèse de cette « nouvelle bourgeoisie modernisatrice », qu'il paraît insuffisant de considérer comme un phénomène allant de soi et expliquant le reste. Bref, ces « opérations entre fractions » de la bourgeoisie demandent à être expliquées, à moins que l'on postule que tout ce qui est important dans une société capitaliste se passe nécessairement au sein de cette classe, qui aurait seule droit au statut d'acteur dans l'histoire, les autres groupes de la société étant nécessairement manipulés par ses différentes fractions ou déterminés par les exigences objectives de la reproduction de la force de travail.

Ces traits spécifiques à la société québécoise la rendent particulièrement fragile : être québécois ne va pas de soi de la même façon qu'être argentin, brésilien ou même hondurien... Cela est tellement évident que la société québécoise était en voie d'assimilation avant l'apparition de cette bourgeoisie modernisatrice : car pendant que la bourgeoisie « traditionnelle » persistait à définir une société québécoise rurale, religieuse, etc., les Québécois étaient majoritairement urbains, industrialisés, ouvriers, souvent non pratiquants, et en voie d'anglicisation. C'est sous la pression des changements occupationnels et spatiaux de la majorité de la population qu'une stratégie nouvelle est apparue : au lieu de nier les changements qui se produisaient, cette stratégie visait à contrôler les mouvements économiques qui transformaient le Québec réel, malgré les risques que cela comportait [[12]](#footnote-12)*.*

C'est dans ce contexte qu'il faut étudier la genèse de la bourgeoisie modernisatrice et les transformations de l'État québécois. Autrement, on a tendance non seulement à exagérer l'importance de ces deux phénomènes [[13]](#footnote-13), mais aussi à leur attribuer [342] un rôle moteur dans les transformations du Québec, alors que souvent, ils n'ont constitué que des adaptations de la pensée nationaliste et des structures étatiques à des changements déjà réalisés dans la société québécoise, adaptations qui ont été influencées par ceux qui se situent au coeur de la réalité, comme les organismes syndicaux. C'est ce contexte qui explique que les leaders de la société québécoise, quels qu'ils soient, se trouvent dans l'obligation de convaincre la classe ouvrière qu'il est préférable de demeurer membres de cette société (« problème » qu'on ne rencontre pas ailleurs) ; ils doivent négocier non seulement avec la bourgeoisie dominante étrangère, mais aussi avec la population autochtone, ce qui donne lieu à des phénomènes qu'on ne rencontre dans aucune autre société dépendante, tels qu'un salaire minimum plus élevé que dans le reste de l'Amérique du Nord... Dans ce contexte nord-américain, tout projet de société québécois doit nécessairement s'adresser à l'ensemble des groupes sociaux. Voilà une interprétation possible de l'échec qui a frappé, jusqu'à maintenant, les projets politiques qui n'ont pas fait appel à tous les membres de la société.

Conclusion

L'analyse concrète des relations entre cette bourgeoisie moder-nisatrice et les autres acteurs sociaux (y compris les réseaux traditionnels, qui demeurent très présents) est essentielle à la compréhension des transformations de la structure du pouvoir au Québec. À ce propos, j'aimerais souligner que la sociologie des organisations était pratiquement absente de ce colloque [[14]](#footnote-14). Il n'existe pas de sociologie des organisations au Québec, et cela me paraît significatif d'une certaine incapacité, qui se perpétue, à prendre un minimum de distance vis-à-vis des mécanismes sociaux.

Seules des analyses de ce type permettraient de comprendre la genèse de cette bourgeoisie modernisatrice au lieu de la considérer comme déjà présente dans l'analyse. Elles permettraient aussi d'examiner de façon nouvelle les problèmes du pouvoir technocratique. À ce propos, il me paraît important de distinguer entre le pouvoir bureaucratique et le pouvoir technocratique : le premier repose sur la connaissance des règles de l'organisation ; le second sur une connaissance technique acquise et contrôlée hors de l'organisation et ne relevant pas directement d'elle. Si le premier se développe trop, et au détriment du pouvoir des usagers et des [343] citoyens, le second est peut-être encore insuffisamment développé pour permettre à la société d'exercer un contrôle minimum sur son environnement. Si cela est vrai, les difficultés sont nombreuses pour les mouvements sociaux qui restent à l'écart de cette dynamique et préparent peut-être des transformations plus fondamentales : mouvement des femmes, organismes autogérés, contre-culture. On ne peut qu'être favorable à de telles tentatives, tout en notant que la distribution du pouvoir dans un tel contexte n'est pas illimitée. De façon générale, Laliberté nous rappelait que la proportion de la population adulte active dans la société actuelle oscille entre 10% et 15%*,* pas plus. On n'a pas assez pris au sérieux la loi de Michels, que pourtant toutes les expériences ultérieures de transformation de la société ont confirmée, comme d'ailleurs les innombrables tentatives de décentralisation : le pouvoir tend toujours à se concentrer, et quelle que soit la structure mise en place, il existe des seuils, des mécanismes et des lois de recentration du pouvoir que les citoyens désireux de transformer la situation auraient intérêt à mieux connaître, ne serait-ce que pour les utiliser et pour ne pas atteindre des résultats contraires aux objectifs qu'ils s'étaient fixés. Ces lois existent-elles dans tous les types de civilisation ? Non, si l'on en croit le mouvement de la contre-culture, qui nous propose d'élargir nos capacités psychiques pour opérer une transformation radicale des relations de pouvoir et rendre inutiles les appareils bureaucratiques qui nous dominent. Sous cet aspect, la contre-culture constitue peut-être la seule véritable utopie qui se situe à l'échelle des problèmes actuels.

Jacques Godbout

Institut national de la recherche  
scientifique-Urbanisation  
Université du Québec

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[344]

1. Mais que les élites traditionnelles avaient encouragé à défricher. [↑](#footnote-ref-1)
2. Et à constater par la même occasion que les Québécois sont aussi capables que les « autres » de construire des tours au centre-ville... [↑](#footnote-ref-2)
3. Les citations sans référence renvoient aux différents chapitres de ce volume, que j'ai eu l'avantage de lire avant de rédiger mon texte. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir François Fourquet et Lion Murard, *Les Équipements du pouvoir. Villes, territoires et équipements collectifs,* Paris, U.G.E., 1976, 318 pages. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir Gérard Divay et Jacques Godbout, *La Décentralisation en pratique. Quelques expériences montréalaises, 1970-1977,* Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, « Rapports de recherche », n° 5, 1979. [↑](#footnote-ref-5)
6. À ce sujet, voir Jacques Godbout, « La participation : support à la bureaucratie ou pouvoir des citoyens ? », *Actes du colloque annuel de l'ACSALF,* Ottawa, 1978, pp. 68-81. [↑](#footnote-ref-6)
7. Pour une intéressante illustration de la faiblesse des gouvernements québécois antérieurs en matière de contrôle économique, voir Albert Faucher, « Pouvoir politique et pouvoir économique dans l'évolution du Canada français », dans Fernand Dumont et Jean-Paul Montminy (éd.), *Le Pouvoir dans la société canadienne-française,* Troisième colloque de la revue *Recherches sociographiques,* Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1966, pp. 61-80. [↑](#footnote-ref-7)
8. Les analyses du pouvoir économique restent malheureusement trop rares. Voir Association des économistes québécois, *Qui décide au Québec ? Les centres de décision de l'économie québécoise,* Textes du congrès de l'ASDEQ (avril 1978), Montréal, Les Éditions Quinze, collection « Économie et développement », 1978, 227 pages. [↑](#footnote-ref-8)
9. Comme le faisaient plusieurs participants du colloque de la revue *Recherches sociographiques,* en 1966. [↑](#footnote-ref-9)
10. Dans un contexte théorique fort différent cependant. [↑](#footnote-ref-10)
11. À ce sujet, voir Anthony Wilden, *Le Canada imaginaire,* Québec, Presses Coméditex, 1979, 213 pages. [↑](#footnote-ref-11)
12. Le président du mouvement Desjardins ne parlait-il pas récemment de « l'impasse » (le mot dépassait sans doute sa pensée...) historique et permanente des Canadiens français, qui ont toujours eu à choisir entre la marginalisation par rapport à la société nord-américaine et l'intégration au prix de leur langue et de leur culture ? Voir Alfred Rouleau, « Les centres de décision économiques et le développement d'un milieu : rôle du mouvement coopératif », dans *Qui décide au Québec ?, op. cit.,* p. 215. [↑](#footnote-ref-12)
13. À la suite de Daniel Latouche, Jean-Jacques Simard affirme que dans le secteur des dépenses publiques, « les véritables innovations ne datent pas vraiment d'après 1960, car le nouvel aiguillage (...) se produit entre 1945 et 1960 ». [↑](#footnote-ref-13)
14. Si l'on excepte la participation de Vincent Ross. [↑](#footnote-ref-14)